

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Smartphones

L'UE veut imposer un chargeur unique

La Commission européenne veut standardiser l'USB-C pour éviter, entre autres, le gaspillage. Apple rétorque que ... • (Page 08)

Fraude fiscale

Décision en appel pour UBS en France

La justice française a requis une amende de 2,2 milliards d'euros pour la banque ... • (Page 08)



Electrification rurale au Togo

• (Page 03)

Rentrée diplomatique 2021-2022

La stratégie du Togo pour la paix au sahel exposée

Le gouvernement togolais a effectué sa rentrée diplomatique 2021-2022, le mardi 28 ... • (Page 02)

Coopération Patronat - Banque mondiale

Laurent Tamègnon a échangé avec Hawa Cissé Wagué

Le Président du CNP-Togo (Conseil national du patronat), Laurent Tamègnon, a reçu en audience ce ... • (Page 04)

Mouvement des biens et des personnes

Vers la réglementation du transport routier

Au Togo, le Conseil des ministres du mercredi 29 septembre 2021 avait au menu, plusieurs sujets, notamment l' ... • (Page 10)

Commune d'Agoenyivé 1

L'association YAC propose un aménagement du Carrefour bleu

Les rideaux sont tombés le samedi 18 septembre sur le Forum Green Leadership ... • (Page 11)

La BID finance des minicentrales solaires



• Dr Muhammad Sulaiman Al Jasser, président de la BID

Espace UEMOA

• (Page 06)

Des discussions pour la réouverture des frontières terrestres

Togocom

**TOGOCOM
CHANGE
POUR VOUS**

Rentrée diplomatique 2021-2022

La stratégie du Togo pour la paix au sahel exposée

Le gouvernement togolais a effectué sa rentrée diplomatique 2021-2022, le mardi 28 Septembre 2021 à Lomé.

● Bernard AFAWOUBO

Axée autour du thème « lutte contre le terrorisme et diplomatie dans le sahel : l'initiative togolaise », la rentrée diplomatique 2021-2022 a été effective le mardi 28 Septembre. Cette rentrée a été marquée par une cérémonie qui a connu la présence des chefs de mission diplomatique, les représentants des organisations internationales accréditées au Togo et bien d'autres personnalités. En effet, les menaces sécuritaires dans la région ouest-africaine et dans le sahel motive le choix de ce thème. Aussi, ce thème s'inscrit-il dans la droite ligne de la tradition du Togo à intervenir dans les pays amis en proie aux conflits et à la déstabilisation d'origines diverses. L'engagement du Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé à travailler de concert avec ses pairs et les partenaires multilatéraux pour la sécurité sous-régionale mais aussi pour les populations togolaises a été révélé au cours de cette rentrée diplomatique par Robert Dousse, ministre en charge des affaires étrangères du Togo. Robert Dousse a également exposé la stratégie du Togo à travers quatre axes fondamentaux portant respectivement sur la participation à la coopération multilatérale au service de la stabilité régionale et interrégionale, l'exportation de la vision togolaise de la paix, le soutien aux processus de normalisation politique, de transition démocratique et efforts de réconciliation nationale par l'entremise de la médiation et l'appui à une gouvernance responsable pour plus d'inclusion sociale et politique dans les États de la région. « Pour vaincre le terrorisme, nous devons enfin



gagner le combat du développement humain et social. En offrant davantage d'inclusion économique aux populations, les États leur donneront des raisons de prendre part aux processus politiques réguliers et de participer, en tant que citoyens, aux projets de construction nationaux », a indiqué Professeur Robert Dussey conformément à la vision du Chef de l'Etat. « Face à la montée du terrorisme en Afrique de l'Ouest, le Togo a fait le choix lucide de travailler au maintien de la paix et de la sécurité au plan national, tout en étant dans l'action au niveau régional et particulièrement dans le Sahel. Sauver le Sahel, c'est sauver la région du golfe de Guinée et de l'Afrique de l'Ouest » a-t-il précisé. Selon le ministre en charge des affaires étrangères, l'implication du Togo est donc un engagement au service

de la paix dans un esprit de patriotisme et de solidarité. « Nous avons un destin commun auquel nous devons nous souscrire. Le Président de la République joue un rôle de facilitateur. Il s'agit pour la diplomatie togolaise d'encourager et de soutenir les efforts de dialogue, conciliation et de pacification sur le continent » a-t-il martelé. Après avoir rappelé les valeurs cardinales de la diplomatie togolaise que sont, la solidarité, la paix, le patriotisme régional et l'action, le chef de la diplomatie togolaise a, au nom du Président de la République, invité les partenaires bilatéraux et multilatéraux à rompre avec la logique de la "dépendance irresponsabilisante" et à œuvrer résolument au renforcement de la résilience et des mécanismes africains de défense et de sécurité collective.



AUX DECIDEURS...

Bonne nouvelle pour les politiques

La chute du rapport Doing Business de la Banque mondiale reflète les limites de l'application de classements standardisés pour mesurer la performance économique des pays. Conséquence, l'on pourrait retrouver à court moyen terme, une meilleure indication du climat des affaires qui repose beaucoup plus sur divers ensembles de données et non sur quelques mesures quantifiables et ajustables.

Pour rappel, en août dernier, la Banque mondiale a annoncé la suspension de son rapport « Doing Business » en citant un « certain nombre d'irrégularités » comme principale raison. Ceci, après 17 années d'existence.

Dès le début, le rapport visait à offrir un cadre simple pour stimuler les performances économiques et mener des réformes pour booster le climat des affaires. Ainsi, il a classé 190 pays sur la base d'indicateurs tels que « les réglementations commerciales, les droits de propriété, l'exécution des contrats, les lois sur l'investissement, la disponibilité du crédit et un certain nombre d'autres facteurs ».

En 2018, Paul Romer, économiste en chef de la Banque mondiale, a démissionné après avoir remis en question les modifications apportées à l'ordre du Chili dans le rapport Doing Business.

Mais il est peu probable que des causes politiques cachées soient les principales raisons de la suspension actuelle. Ce n'est pas vraiment un secret que la Banque mondiale privilégie le modèle de croissance économique néolibéral et que l'approche libertaire est plutôt la méthodologie qui suscite des inquiétudes.

Bien que la méthodologie ait été utilisée dans le monde entier, elle a eu tendance à réduire la complexité de l'activité économique à quelques mesures quantifiables, ce qui a laissé une place importante au jeu du système, en permettant à de nombreux gouvernements d'introduire simplement des changements cosmétiques qui amélioreront leur place dans le classement sans réformer correctement l'environnement des affaires.

En août, les données de la Chine, de l'Azerbaïdjan, des Émirats arabes unis et de l'Arabie saoudite se sont avérées avoir été délibérément modifiées, selon le Wall Street Journal. L'information est apparue comme un coup dur pour le rapport et a poussé les dirigeants de la Banque mondiale à le suspendre indéfiniment. Ainsi, la publication s'est avérée être la dernière goutte de plusieurs autres préoccupations concernant la crédibilité de l'approche standardisée.

Un autre problème est que la méthodologie utilisée pour créer une incitation à poursuivre des politiques économiques qui ne sont pas toujours appropriées dans tous les cas. Mais alors que de nombreux pays en développement s'efforçaient d'améliorer leur position, certains gouvernements ont subi des pressions pour faire adopter des réformes de la réglementation des affaires et des règles de propriété foncière qui ne sont pas correctement conçues.

Le « projet de loi Omnibus » controversé de l'Indonésie sur la création d'emplois contenait un certain nombre de réformes favorables au marché qui ont suivi la voie de la Banque mondiale et auraient probablement pu propulser la position du pays dans le rapport. Néanmoins, le paquet a été fermement condamné par les syndicats et les groupes de la société civile, qui prétendent qu'il favorise les grandes entreprises au détriment des travailleurs et des droits humains.

Il n'est pas clair si nous assisterons au retour du rapport ou s'appuiera-t-il sur des méthodologies différentes. Mais il est clair que la chute a projeté les erreurs de s'appuyer sur une poignée de métriques quantifiables et ajustables afin d'évaluer la complexité des différents modèles économiques.

La fin du rapport « Doing Business » laisse espérer que dans un avenir proche, nous pourrions assister à une approche plus holistique qui englobera un plus grand nombre de nuances et d'autres facteurs localisés. Cela est susceptible de donner aux décideurs politiques plus d'autonomie pour introduire des mesures pour répondre aux besoins des entreprises sur le terrain et non pour satisfaire des améliorations motivées par la politique qui ne se produisent pas réellement.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Electrification rurale au Togo

La BID finance des minicentrales solaires

La Banque islamique de développement (BID) va financer à hauteur de 73,55 millions de dollars, de nouveaux projets au Togo, en Irak et au Bangladesh. S'agissant du Togo, la BID financera à hauteur de 20,15 millions l'électrification rurale par des minicentrales solaires.

• Eyram AKAKPO

Le Conseil d'administration de la Banque islamique de développement a tenu le 26 septembre 2021, sa 342^e réunion périodique sous la présidence de Dr. Muhammad Al-Jasser, Président de la BID et Président du Conseil. Le Conseil a examiné un rapport succinct sur les dispositions administratives et organisationnelles prises pour la 46^e réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de la BID, tenue à Tachkent, en République d'Ouzbékistan. Par ailleurs, il a apprécié les grands efforts déployés par la BID et le gouvernement d'Ouzbékistan. Le Conseil a également discuté des grandes lignes du programme de travail intégré de la BID 2022-2024, du rapport consolidé sur la viabilité financière au deuxième tri-

mestre 2021, du rapport sur les risques de la BID pour le deuxième trimestre 2021, en plus d'un rapport sur les activités du capital des actions de la BID. Il a par la même occasion, approuvé un nouveau financement d'un montant de 73,55 millions de dollars EU pour des projets de développement au Togo, en Irak et au Bangladesh.

Au Togo

Approbation de 20,15 millions de dollars EU pour le projet d'électrification rurale par des mini-centrales solaires au Togo. En outre, le Fonds Lives and Livelihoods a fourni 10,85 millions de dollars pour améliorer le niveau de développement humain au Togo par un approvisionnement durable en électricité à la population rurale qui vit dans des zones denses et peu peuplées, loin



• Dr Muhammad Sulaiman Al Jasser, président de la Banque islamique de Développement (BID)

du réseau existant. Il bénéficie à 372 écoles, 22 092 familles et 102 centres de santé. Le Fonds Lives and Livelihoods, doté d'un budget montant de 2,5 milliards de dollars, a pour ambition de sortir de la pauvreté les plus démunis des pays

membres de la BID. L'initiative est soutenue par le Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement (ADFD), La Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF), le Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement (FSID), le Centre Roi Salman pour l'Aide

Humanitaire et le Secours (KSRelief), Le Fonds du Qatar pour le Développement (QFFD) et le UK Foreign, Commonwealth & Development Office (FCDO).

La République d'Irak Approbation de 17 millions de dollars américains pour

le projet de reconstruction de l'Institut Technique du Hawija, afin de soutenir les efforts du gouvernement irakien pour reconstruire les zones les plus touchées après le conflit.

République populaire du Bangladesh

Approbation de 36,4 millions de dollars américains pour le projet d'assainissement et d'hygiène inclusifs et intégrés dans 10 villes prioritaires du Bangladesh. Le Fonds Lives and Livelihood a également fourni un montant de 19,6 millions de dollars américains pour le projet qui vise à assurer une bonne vie et des moyens de subsistance à 1,4 million de Bangladais par la mise en place des installations et des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et accessibles pour tous, en mettant l'accent sur les femmes urbaines pauvres et les enfants.

Afrique de l'Ouest

Les start-up ont levé 1,34 milliard \$ à fin septembre 2021

Les start-up d'Afrique de l'Ouest battent le record de levée de fonds sur le continent. Sur les trois premiers mois de l'année, elles ont obtenu 231,7 millions \$. L'arrivée des licornes Opay et Wave a davantage renforcé les fintech de la sous-région.

Sur les neuf premiers mois de l'année 2021, les entreprises technologiques d'Afrique de l'Ouest ont levé 1,34 milliard \$ sous forme d'investissement, indique dans un récent rapport, la plateforme d'analyse du marché du capital-risque africain Baobab Insights. Ces fonds ont été mobilisés via 105 opérations de financement. Sans surprise, les entreprises évoluant dans le secteur des services financiers ont davantage attiré les investisseurs dans cette sous-région. Ces derniers ont réalisé près de 35 opérations de levée de fonds uniquement dans les fintech ouest-africaines. Le Nigeria a concentré la majorité des investissements accordés à des fintech

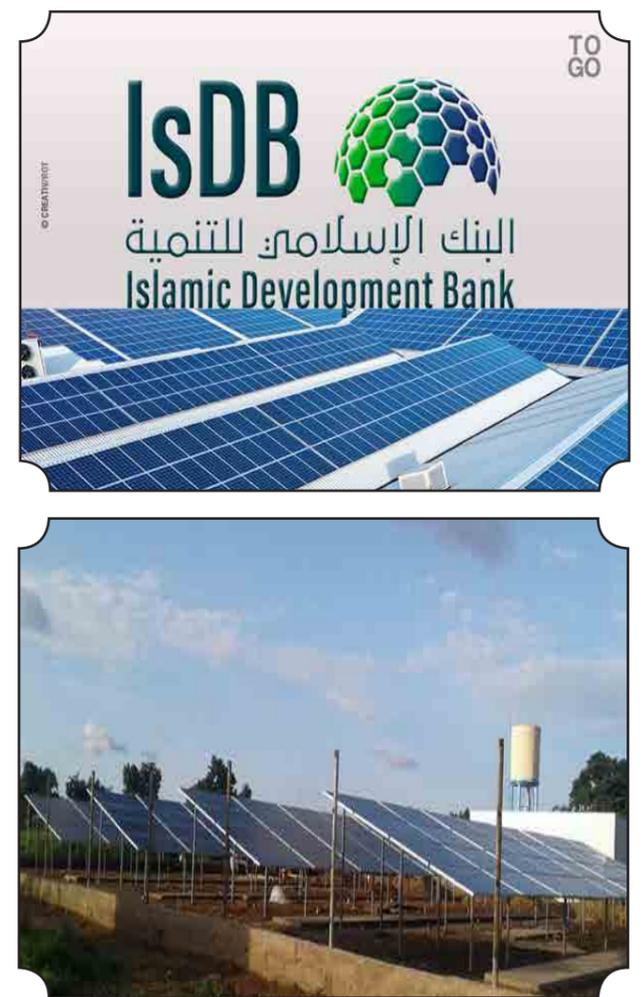


ouest-africaines. Au 21 septembre 2021, fait savoir Baobab Insights, près de 729,1 millions \$ d'investissements ont été dirigés vers des entreprises nigérianes de services financiers. 68 % du total des opérations de levée de fonds réalisées dans des fintech de la sous-région ont également été effectuées au Nigeria. Il faut dire que depuis 2018, les

fintech continuent d'attirer le plus de financements par rapport aux autres secteurs d'activité. Notons qu'en 2021, deux fintech ouest-africaines ont fait leur entrée dans le cercle très restreint des licornes africaines. Il s'agit de la société nigérienne de paiement Opay qui à la suite d'un tour de table de 400 millions \$ a atteint une valorisation

de 2 milliards \$, et de la société de paiement sénégalaise Wave qui a atteint une valorisation de 1,7 milliard \$, à la suite d'une levée de série A d'un montant de 200 millions \$. Celle-ci est devenue la première licorne d'Afrique francophone. Les entreprises de transport et logistique occupent le deuxième rang en termes de transactions réalisées. Globalement, les start-up ouest-africaines continuent de s'affirmer sur le continent. Sur les trois premiers mois de l'année, elles ont dégagé 231,7 millions \$, un montant en nette progression par rapport aux 62,2 millions \$ réalisés au quatrième trimestre 2020.

Avec Agence Ecofin



Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Coopération Patronat – Banque mondiale

Laurent Tamègnon a échangé avec Hawa Cissé Wagué

Le Président du CNP-Togo (Conseil national du patronat), Laurent Tamègnon, a reçu en audience ce vendredi 24 septembre, la Représentante Résidente de la Banque mondiale au Togo, Hawa Cissé Wagué. La coopération entre les deux institutions était au menu des échanges.

• Joël YANCLO

La représentante résidente de la Banque mondiale au Togo reçue en audience par le président du CNP-Togo. Installée dans la capitale togolaise depuis juillet 2018, il était de bon ton pour cette dernière de rencontrer les acteurs clés de la société togolaise, notamment le Secteur Privé. Elle a profité de cette visite de courtoisie pour réexaminer les relations entre la Banque Mondiale et le Patronat du Togo et réitérer la volonté de son institution à œuvrer non seulement avec les Gouvernements mais aussi avec les acteurs du Secteur Privé, qui sont le véritable moteur de croissance dans tout pays. Le Président du Patronat du Togo, Laurent Coami Sedolo Tamègnon, ravi de cette marque d'estime de Madame Hawa Cissé Wagué, s'est dit honoré par cette démarche. Il a réaffirmé la volonté et la disponibilité du Patronat du Togo à poursuivre la collaboration avec la banque mondiale. Il lui a souhaité plein succès dans sa mission à la tête de la Banque Mondiale au Togo.

Le système des Nations unies et le



• Le président du patronat togolais et la représentante résidente de la Banque mondiale au Togo

patronat pour l'accélération des odd

Dans le cadre de l'élaboration de sa stratégie de partenariat multi-acteurs pour l'accélération des Objectifs de développement durable (ODD) au Togo, le système des Nations Unies (SNU) initie une série de consultations avec les principaux acteurs de développement. Ce 22 septembre a été l'occasion pour la délégation des nations unies de rencontrer le Conseil National du Patronat du Togo. Cette session a permis d'approfondir les réflexions entamées avec le SNU sur les niches de partenariat et les moyens d'optimiser les espaces de dialogues, plaidoyer et financement du développement avec le Secteur Privé au Togo. Kinvi

Adodo Amoussou, Chargé de Partenariat et Financement du Développement au Bureau du Coordonnateur Résident, était à la tête de cette délégation. Il a salué ce début de rapprochement avec les acteurs du secteur privé qui contribuent déjà à la réalisation des ODD. Il s'agira aussi de capitaliser les actions du privé et de les intégrer dans un cadre mesurable. Le Président du Patronat, Laurent Coami Sedolo TAMEGNON n'a pas caché sa satisfaction du renouvellement des relations avec les nations unies. Il a réaffirmé la volonté du patronat et de ses services techniques à œuvrer ensemble pour définir le cadre du partenariat adéquat qui unira dans un proche avenir les deux entités.

Afrique

La CEA et la CCI lancent un centre d'entrepreneuriat

La Commission économique pour l'Afrique (CEA) et la Chambre de commerce internationale ont lancé conjointement, le 16 septembre 2021, des Centres d'entrepreneuriat en Afrique, sous le thème « Créer des moyens de subsistance pour l'inclusion ».



• Bernard AFAWOUBO

Avec des emplacements stratégiques à travers l'Afrique, les Centres d'entrepreneuriat de la CEA - CCI travailleront avec diverses parties prenantes, notamment des entreprises, des chambres de commerce, des institutions universitaires, des agences intergouvernementales et gouvernementales, pour connecter les entrepreneurs locaux aux marchés mondiaux et améliorer les conditions réglementaires permettant aux PME de prospérer. Les Centres d'entrepreneuriat développeront les compétences des jeunes qui font face à des perspectives d'emploi incertaines pour encadrer des start-ups et des entrepreneurs locaux. Les centres auront pour objectif de former la prochaine génération de chefs d'entreprise africains. S'exprimant lors du lancement virtuel le 16 septembre 2021, Oliver Chinganya, Directeur du Centre africain pour la statistique, à la CEA, déclare : « Le lancement des Centres d'entrepreneuriat arrive à point nommé alors que l'Afrique tente de se sortir des effets de la Covid-19 et de reconstruire en mieux. Nous pensons que ces Centres, basés dans différentes régions du continent, et avec des solutions sur mesure, peuvent mobiliser la prochaine génération d'entrepreneurs en Afrique. M. Chinganya déclare que les Centres fourniront aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME) les outils et les voies pour développer leurs activités et jouer un rôle efficace dans la chaîne d'approvisionnement des biens et services. Ils fourniront également des voies pour accé-

lérer l'autonomisation des femmes et des jeunes, une action nécessaire visant à accélérer la croissance et la reprise de l'Afrique après la pandémie. Les données de la CEA montrent que les MPME, souvent détenues par des femmes et des jeunes, représentent environ 98 pour cent de toutes les entreprises et 60 pour cent des emplois du secteur privé dans les pays africains. Ils sont un élément fondamental du tissu économique des économies africaines. Les PME les plus récentes et les plus petites contribuent à 22 pour cent de la création nette d'emplois sur le continent. Selon M. Chinganya, l'Afrique connaît le taux le plus élevé de création de nouvelles entreprises, et que les jeunes sur le continent sont 1,6 fois plus susceptibles d'être des entrepreneurs, relevant les défis du sous-emploi et du chômage des jeunes. « Ils jouent un rôle essentiel dans les chaînes d'approvisionnement, le commerce transfrontalier et donc la sécurité alimentaire sur le continent ». Il note que les Centres d'entrepreneuriat inspireront les futurs entrepreneurs grâce au développement des compétences, à la numérisation et au mentorat essentiels pour que les femmes et les jeunes surmontent les obstacles traditionnels à l'accès aux réseaux. John Denton AO, Secrétaire général de la CCI, déclare que les Centres d'entrepreneuriat sont une plate-forme importante pour mettre à l'échelle mondiale les initiatives entrepreneuriales locales et régionales ayant connu le plus de succès menées par les chambres de

commerce et des partenaires innovants. « Les PME jouent un rôle majeur dans l'économie et contribuent à l'emploi et à 40 % du revenu national. Mais ce sont les plus contestés en Afrique. Leur contribution pourrait être plus élevée si les PME informelles étaient incluses et étaient soutenues pour prospérer sur le marché », déclare M. Denton. Il cite le manque de formation appropriée sur la numérisation, les réglementations commerciales excessives dans la plupart des pays et la médiocrité des infrastructures parmi les défis auxquels font face les MPME et les entrepreneurs en Afrique. « Ce sont des questions qui doivent être résolues pour que les entrepreneurs africains soient en concurrence avec les autres sur le marché mondial », dit-il, ajoutant que « la CCI s'engage à jouer un rôle de premier plan à travers ces Centres d'entrepreneuriat afin d'aider les PME et les entrepreneurs de la région en les sensibilisant aux opportunités potentielles ». M. Denton déclare que la CCI étend sa présence en Afrique afin de préparer et mobiliser la prochaine génération d'entrepreneurs, du développement des compétences des jeunes confrontés à des perspectives d'emploi incertaines, afin de l'aider à catalyser l'entrepreneuriat local et les emplois du futur. L'objectif principal est de permettre aux citoyens de se construire des moyens de subsistance significatifs et de s'assurer qu'ils le font dans une économie de marché qui fonctionne.



• Laurent Tamègnon (au milieu) et la délégation du Système des Nations-Unies

Baromètres Togo

	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

	2015	2016	2017
Indicateurs du commerce extérieur			
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

**Bâtir
ensemble
un avenir
prometteur**



1498
Candidats



152
Pré-sélectionnés



86
Évalués



20
Choisis

Félicitations aux nouveaux lauréats du programme Graduate de Ecobank Togo

Suite à un processus de sélection rigoureux, Ecobank est fière d'annoncer la sélection de 20 lauréats togolais pour son prestigieux programme panafricain de formation de jeunes diplômés.

En tant qu'employeur dynamique, et qui croit fortement en la jeunesse togolaise et panafricaine, nous accueillons cette nouvelle génération de talents avec grand espoir.

Nous sommes impatients de nos futures réalisations ensemble pour la prospérité de notre continent.

ecobank.com



Ecobank
La Banque Panafricaine

Espace UEMOA

Des discussions pour la réouverture des frontières terrestres

Réunis par visioconférence ce 28 septembre 2021, les Ministres en charge de la santé, des transports terrestres et de la sécurité ont proposé un chronogramme à la décision de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

Cette rencontre fait suite à une instruction de SEM Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA qui a demandé au Président de la Commission de l'UEMOA de lui faire des propositions, en relation avec les Etats membres, en vue de la réouverture des frontières terrestres de l'Union. Les travaux ont été présidés par le Ministre de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins de la République togolaise. Dans son discours d'ouverture, le Professeur Moustafa MIJIYAWA a rappelé que si des raisons sanitaires avaient obligé les Etats à fermer les frontières, « il paraît raisonnable d'envisager la réouverture de ces frontières sous certaines conditions à examiner, afin de trouver un équilibre entre les impératifs sanitaires et les impératifs socio-économiques ». Le Président de la Commission de l'UEMOA, en compagnie des Commissaires en charge du Département du Développement Humain, Mamadù Serifo JAQUITE, Jonas GBIAN du Département de l'Aménagement du Territoire Communautaire et des Transports, et Filiga Michel SAWADOGO du Département du Marché Régional et de la Coopération, a pris part aux travaux à partir de la salle du Conseil des Ministres du siège à Ouagadougou. Plaidant pour la réouverture des frontières terrestres, Abdoulaye DIOP a rappelé que « bien que les urgences d'ordre sanitaire fassent partie des motifs prévus par le Traité



pour restreindre la liberté de circulation, il appartient aux décideurs que nous sommes de veiller à limiter cette restriction dans le temps ». « Plus d'un an après la réouverture des frontières aériennes, la plupart des frontières terrestres de l'Union restent encore fermées. Cette situation prive la très grande majorité de nos concitoyens de l'usage d'un des droits fondamentaux consacrés par le Traité constitutif de notre Union : celui de circuler librement entre nos Etats membres. » dira-t-il. Plusieurs recommandations portant sur les mesures sanitaires, sécuritaires et de sen-

sibilisation ont été formulées et un chronogramme proposé. La décision de la réouverture des frontières terrestres sera prise par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA. Pour rappel, la plupart des Etats membres ont fermé leurs frontières terrestres il y a plus d'un an après l'apparition des premiers cas de maladie à coronavirus (Covid-19) dans la sous-région et de nombreuses frontières terrestres restent encore fermées à ce jour, entravant la libre circulation des personnes et des biens.

Avec uemoa.int



Banques

Bola Adesola, nouvelle PCA d'Ecobank Nigeria

Le conseil d'administration d'Ecobank Nigeria a annoncé mercredi 29 septembre, la nomination de Mme Bola Adesola au poste de président du conseil d'administration.

Mme Bola Adesola, qui a été nommée à la tête du conseil d'administration, à la suite de la fin du mandat de M. John Aboh, est un professionnel très respecté avec plus de trente-trois (33) années d'expérience dans le secteur bancaire », a commenté la filiale de Ecobank Transnational Incorporated (ETI). Elle possède, souligne la banque, des qualités de leadership louables et a mené avec succès des initiatives d'expansion dans plusieurs banques. Avant sa nomination, Bola



Adesola a été directrice générale de Standard Chartered Nigeria pendant 8 ans. Elle a supervisé les filiales ouest-africaines de la banque, no-

tamment au Ghana, en Côte d'Ivoire, en Gambie, et en Sierra Léone. La nouvelle PCA d'Ecobank Nigeria a également été présidente du conseil d'administration de Standard Chartered Bank Mauritius et directrice de Standard Chartered Ghana. Notons que la banque nigérienne a également nommé deux autres administratrices non exécutives. Il s'agit de Titilayo Olujobi et de Bimbola Wright.

Avec financialafrik.com

Côte d'Ivoire

Nestlé affiche de bons résultats au 1er semestre 2021

Après une année 2020 marquée par une très bonne croissance, Nestlé Côte d'Ivoire maintient la tendance en 2021. Les ventes au premier semestre de cette année affichent une progression de 12.98% par rapport au 1er semestre de l'année 2020.

Le résultat net fait apparaître un montant excédentaire de 11,16 milliards de FCFA contre 10,77 milliards de FCFA au 30 juin 2020. Il est marqué par une nette amélioration du résultat d'exploitation sans l'impact positif observé l'année dernière avec la cession du siège de Cocody. Grâce à une innovation rapide, à un solide soutien aux marques et à une gestion rigoureuse du portefeuille clients, nos prévisions de chiffre d'affaires pour le dernier semestre sont en augmentation par rapport à la même période de l'année dernière. Malgré l'augmentation des prix de matières



premières, emballages et transport, les résultats financiers attendus au 31/12/2021 devraient s'inscrire dans le sillage des performances enregistrées au cours de l'exercice précédent et en ligne avec notre stratégie. Par ail-

leurs, Nestlé CI renforce ses engagements pour continuer à impacter positivement la vie de ses consommateurs et agir pour le bien-être des communautés et l'intérêt de la planète.

Avec financialafrik.com

Evènement

Première édition du « Forum du Luxe en Afrique francophone »

Afin de participer au développement de la créativité et du luxe en Afrique, l'agence Digital society spécialisée dans l'influence digitale et l'événementiel haut de gamme à Paris et à Abidjan, organise le premier forum dédié au Luxe en Afrique francophone du 28 au 30 Octobre 2021, au Noom hôtel Abidjan, nouveau joyau 5 étoiles du groupe Mangalis.

Sur le thème « L'excellence Africaine », cet événement inédit se veut être le lieu de rassemblement des acteurs principaux du secteur du Luxe pour l'Afrique. Favorisé par une croissance annuelle moyenne de 10% selon le cabinet World Wealth, le marché du Luxe dispose d'un considérable potentiel en Afrique. De la haute couture à la gastronomie en passant par l'art et les produits cosmétiques, nous assistons à une expansion de cette industrie sur le continent africain. Les marques de luxe internationales s'y installent progressivement. En parallèle c'est l'essor pour les marques haut de gamme africaine. Pour Hapsatou Doro, CEO de l'Agence Digital Society et Présidente du forum « l'enjeu est de placer au cœur de la réflexion : les initiatives, créations, et prestations de Luxe dont les fondateurs sont africains, afin de créer une véritable synergie autour d'un art de vivre à l'Africaine ». Une quarantaine d'intervenants originaires des quatre coins de l'Afrique, de France, de Suisse et de Belgique répondront à une dizaine de problématiques concernant l'art, la gastronomie, la mode, ou l'hôtellerie haut de gamme. Le Panel « Métiers d'art : comment transformer le patrimoine et les traditions de savoir-faire en Afrique pour créer les marques de luxe de demain ? » permettra un focus sur la valorisation des produits traditionnels dans un contexte mondialisé. Inclusif, le Forum réu-



nira pour la première fois les experts et ambassadeurs de grandes marques internationales et les créateurs de marques Africaines. Parmi eux : Morin Oluwolé, Directrice du pôle luxe Facebook, Thibaut Jaubert Responsable Marché Afrique Baron Philippe de Rothschild, Winta Ghebre Responsable influence Christian Louboutin, Bakary Yeo Market Manager Moët Hennessy, Rodrigue Vaudonou Fondateur de la Maison Goya, Ahoua Touré Fondatrice de la Maison Mandjou. Riche de multiples conférences et tables rondes d'experts, le Forum du Luxe sera assurément glamour et ultra sophistiqué. Au programme de ces trois jours qui s'annoncent exceptionnels : des soirées networking, des masterclass : entre autres celles du Chef Moulaye Fanny qui concoctera en live la pâtisserie « Paris-Abidjan » ou encore l'intervention de la consultante Nelly Wandji « Comment construire une marque de luxe en Afrique en 9 étapes ? ». Des déjeuners et dîners d'exception élaborés par la Cheffe Lorna, s'ajouteront au prestige de l'évènement. Ils réuniront les personnalités présentes autour de mets raffinés aux saveurs locales, accordés

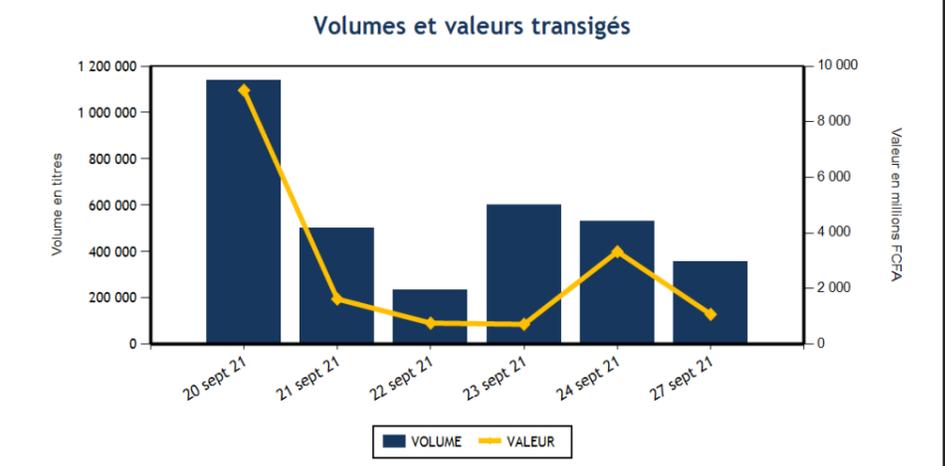
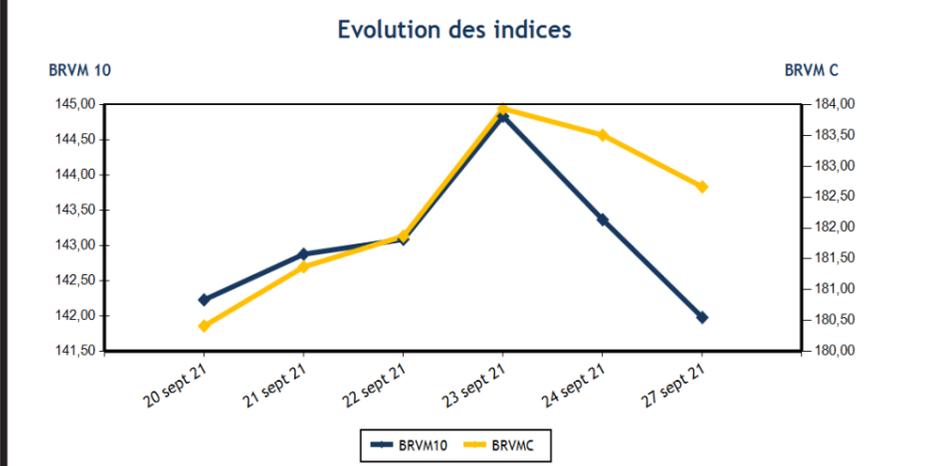
aux vins Mouton Cadet, l'un des partenaires officiels du Forum du Luxe qui une fois de plus s'associe à un grand événement international. La marque animera également les ateliers « Wine and Women » autour de valeurs communes au forum du luxe : excellence, savoir-faire, convivialité et partage. Enfin, pour valoriser davantage les produits d'exception Made in Africa, le Forum proposera « L'Ecrin Africain », un sublime showroom de pièces de créateurs associé à des expériences immersives et créatives.

À propos de Digital Society

Fondée par Hapsatou Doro, Digital Society est une agence de communication spécialisée dans le marketing digital et l'événementiel haut de gamme. L'agence se donne pour mission d'accompagner ses clients et partenaires dans un eco-système digitalisé via des initiatives novatrices et créatives. Fort d'une quarantaine d'événements mémorables, organisés depuis 2018 à Paris pour des hôtels et marques de luxe, le Forum du luxe d'Abidjan est le pendant africain du pôle événementiel de la Maison Digital Society.

Avec financialafrik.com

BRVM 10	141,98	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 186 lundi 27 septembre 2021 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	182,67
Variation Jour	↓ -0,97 %		Variation Jour	↓ -0,46 %
Variation annuelle	↑ 8,48 %		Variation annuelle	↑ 25,66 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 497 400 500 261	-0,46 %
Volume échangé (Actions & Droits)	351 623	7,06 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 016 899 778	-21,68 %
Nombre de titres transigés	42	0,00 %
Nombre de titres en hausse	18	12,50 %
Nombre de titres en baisse	10	11,11 %
Nombre de titres inchangés	14	-17,65 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 094 291 889 773	-0,03 %
Volume échangé	5 759	-97,14 %
Valeur transigée (FCFA)	56 960 333	-97,20 %
Nombre de titres transigés	3	-66,67 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	1	-
Nombre de titres inchangés	2	-33,33 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	5 110	7,47 %	315,45 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	535	7,00 %	189,19 %
PALM CI (PALC)	6 000	6,10 %	166,67 %
SETAO CI (STAC)	680	4,62 %	142,86 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	1 390	2,96 %	178,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ORAGROUP TOGO (ORGT)	4 010	-7,50 %	-3,37 %
TOTAL CI (TTLC)	1 805	-7,44 %	13,52 %
SICABLE CI (CABC)	1 230	-7,17 %	21,78 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	4 040	-2,42 %	3,72 %
BOLLORE (SDSC)	2 050	-2,38 %	32,26 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	85,23	-0,06 %	135,12 %	110 728	339 211 010	21,17
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	440,87	0,02 %	7,41 %	88 058	580 662 140	7,87
BRVM - FINANCES	15	69,83	-1,02 %	16,40 %	132 769	60 263 708	14,63
BRVM - TRANSPORT	2	498,02	-2,34 %	31,51 %	122	254 350	8,29
BRVM - AGRICULTURE	5	216,30	2,26 %	149,94 %	7 364	22 944 455	14,41
BRVM - DISTRIBUTION	7	335,84	-1,46 %	48,32 %	12 474	13 492 425	20,70
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	839,04	4,62 %	142,86 %	108	71 690	3,94
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	12,09	
Taux de rendement moyen du marché	6,46	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,22	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	95	
Volume moyen annuel par séance	271 214,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 596 375 257,34	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	3,12	
Ratio moyen de satisfaction	48,73	
Ratio moyen de tendance	1 564,37	
Ratio moyen de couverture	6,39	
Taux de rotation moyen du marché	0,03	
Prime de risque du marché	2,37	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



Fraude fiscale

Décision en appel pour UBS en France

La justice française a requis une amende de 2,2 milliards d'euros pour la banque soupçonnée d'avoir illégalement démarché des clients en France entre 2004 et 2012.

Après une amende record en première instance, la cour d'appel de Paris tranche lundi sur le sort d'UBS. Le numéro un du secteur bancaire helvétique est soupçonné d'avoir illégalement démarché des clients en France entre 2004 et 2012 pour qu'ils placent des milliards d'euros à l'abri du fisc en Suisse. Lors d'un 2e procès en mars à Paris, UBS a tenté de rebattre les cartes dans cette affaire, deux ans après s'être vu infliger une amende de 3,7 milliards d'euros, la plus lourde jamais infligée en France dans un dossier d'évasion fiscale. Le tribunal avait condamné la banque le 20 février 2019 pour blanchiment aggravé de fraude fiscale et démarchage bancaire illégal, sanctionnant des fautes d'une «exceptionnelle gravité». La banque, qui a constamment nié avoir franchi la ligne rouge de la légalité, avait aussitôt fait appel. Le poids lourd de la gestion de fortune est accusé d'avoir envoyé des commerciaux suisses en France pour «chasser» de riches clients de sa filiale française, repérés notamment lors de réceptions, concerts ou tournois de golf, afin qu'ils ouvrent des comptes helvétiques non déclarés. UBS France est poursuivie pour complicité, aux côtés de six anciens cadres.

Deux milliards d'amende

Fin juin, la cour d'appel de Paris a écarté une question de procédure dans ce dossier, ouvrant la voie à une décision sur le fond attendue lundi à 13h30. UBS a «sciemment géré les comptes de fraudeurs fiscaux français», a assuré l'accusation, demandant en appel une nouvelle condamnation pour une «tranche de



• UBS est accusée d'avoir envoyé des commerciaux suisses en France pour «chasser» de riches clients de sa filiale française afin qu'ils ouvrent des comptes non déclarés en Suisse. AFP

l'histoire d'UBS» synonyme d'évasion fiscale massive. Le parquet général a néanmoins requis une amende d'«au moins» deux milliards d'euros, bien en deçà de la sanction de première instance. Entre les deux procès, la Cour de cassation, plus haute juridiction de l'ordre judiciaire français, a en effet rendu plusieurs décisions susceptibles de modifier la peine encourue par UBS. Selon l'un de ces arrêts, l'amende maximale doit être calculée sur la base du montant des impôts présumés éludés et non sur la totalité des fonds dissimulés. Soit dans ce dossier 2,2 milliards, a calculé le ministère public. Ce dernier a aussi requis la confirmation de l'amende de 15 millions d'euros pour UBS France, ainsi que des peines d'emprisonnement avec sursis et d'amende pour les six anciens cadres.

«Aspirateur»

La défense a bataillé pour la relaxe en affirmant qu'il n'existait «pas le début d'une preuve» que les prévenus avaient enfreint les règles en vigueur à l'époque des faits. «Rien» n'établit «un acte illicite de démarchage»,

a plaidé l'avocat de la filiale française Denis Chemla, fustigeant la «théorie délirante selon laquelle UBS France (aurait été) un aspirateur de l'épargne des Français au profit d'UBS Suisse». A l'époque révolue des faits reprochés, entre 2004 et 2012, UBS n'a fait que proposer des services liés au secret bancaire, alors «protégé» par un accord conclu entre la Suisse et l'Union européenne, a soutenu l'avocat de la maison-mère, Hervé Temime. UBS «a respecté scrupuleusement les dispositions du droit national et européen», a-t-il insisté. Depuis 2017, un système d'échange automatique de données a été progressivement mis en place, signant, sur le papier, la fin du secret bancaire suisse. Chaque pays doit désormais signaler l'existence d'un compte au nom d'un ressortissant étranger à son pays d'origine. L'Etat français, partie civile, a demandé un milliard d'euros de dommages et intérêts – il avait obtenu 800 millions d'euros en première instance.

(AFP)

Smartphones

L'UE veut imposer un chargeur unique

La Commission européenne veut standardiser l'USB-C pour éviter, entre autres, le gaspillage. Apple rétorque que des milliers de ses chargeurs finiront à la poubelle.

Finis les chargeurs incompatibles encombrant les tiroirs ? La Commission européenne veut imposer un chargeur universel pour téléphones mobiles et autres appareils électroniques, au nom des droits des consommateurs et de l'environnement, un projet qui suscite l'opposition du géant américain Apple. La réglementation proposée jeudi par l'exécutif européen, qui devra être approuvée par les eurodéputés et les Etats membres, vise à harmoniser les ports de chargement pour les smartphones, tablettes, appareils photos, casques audio, enceintes et consoles de jeu portatives... et pourrait menacer les câbles de connexion des iPhones du groupe californien. Ce projet avait été lancé dès 2009 par la Commission et a fait l'objet en janvier 2020 d'une résolution du Parlement européen, mais il s'est jusqu'à présent heurté aux vives réticences de l'industrie, bien que le nombre de types de chargeurs existants se soit fortement réduit au fil des ans. D'une trentaine en 2009, ils sont passés à trois: le connecteur Micro USB qui a longtemps équipé la majorité des téléphones, l'USB-C, une connexion plus récente, et le Lightning utilisé par Apple.

«Victoire pour les consommateurs»

L'UE veut désormais imposer le port USB-C à l'ensemble des appareils électroniques, ce qui permettrait d'utiliser indifféremment n'importe quel chargeur, tandis que l'harmonisation des technologies de charge rapide garantira la même



• Apple n'apprécie pas que l'Union européenne veuille imposer un standard pour les chargeurs de smartphones. (image d'illustration).

rapidité de chargement – évitant qu'elle soit bridée en cas d'utilisation avec un appareil d'une marque différente. Logiquement, Bruxelles entend découpler la vente d'appareils électroniques et de chargeurs: «Une victoire pour les consommateurs et l'environnement (...) les Européens en ont assez des chargeurs incompatibles s'entassant dans leurs tiroirs», a déclaré la commissaire européenne à la Concurrence, Margrethe Vestager, citée dans un communiqué. «Nous avons donné plein de temps à l'industrie pour trouver des solutions. Désormais, le temps est venu de légiférer», a-t-elle insisté. «Il est temps de mettre fin à ce serpent de mer», a ajouté le commissaire au Marché intérieur Thierry Breton devant la presse, espérant une entrée en vigueur du texte d'ici «quelques semestres».

«Étouffer l'innovation»

Apple, qui fait valoir que sa technologie Lightning équipe plus d'un milliard d'appareils dans le monde, a aussitôt réitéré son opposition. «Cette réglementation étoufferait l'innovation au lieu de l'encourager et nuirait

aux consommateurs en Europe et dans le monde», a indiqué le groupe. La firme à la pomme, qui estimait l'an dernier qu'une telle législation générerait «un volume sans précédent de déchets électroniques» en rendant obsolètes une partie des chargeurs en circulation, s'alarme de la transition de 24 mois proposée par Bruxelles, jugée précipitée, et du bouleversement de ses filières de recyclage actuelles. La Commission rétorque que les consommateurs européens, qui dépensent environ 2,4 milliards d'euros par an pour des achats de chargeurs seuls, pourraient économiser au moins 250 millions d'euros annuellement, et que les déchets de chargeurs non utilisés, évalués à 11000 tonnes par an, pourraient être réduits de presque 1000 tonnes. Les géants technologiques américains «jouent toujours le coup de l'innovation qu'on étrangle. Ce n'est pas une réglementation contre l'innovation ou contre qui ce soit, elle vise à rendre la vie des consommateurs européens plus facile», a commenté Thierry Breton.

(AFP)

Grande Bretagne

La crise de l'énergie fait planer une menace sur les fermes

Brexit, pénurie d'engrais pour les céréales, de dioxyde de carbone pour l'abattage: l'agriculture britannique souffre. Au point que beaucoup craignent pour leur avenir.

Dans le paysage idyllique de la campagne anglaise de l'Essex, aux vastes champs parsemés de petits villages, la crise de l'énergie pourrait sembler lointaine. Mais à la Wicks Manor Farm, la menace est bel et bien là. «Nous avons de réelles inquiétudes» avec des «conséquences qui font peur, pour le secteur dans tout le Royaume-Uni et pour notre entreprise ici», explique Fergus Howie, éleveur de porcs de 46 ans, peinant à se faire entendre parmi les grognements de ses bêtes. L'exploitation, située à 80 kilomètres au nord-est de Londres, abrite des milliers

de porcs, abattus et vendus sur place, dans des chaînes de supermarchés, restaurants ou à l'exportation. Elle cultive également blé et orge sur près de 1800 hectares, notamment pour nourrir les bêtes. Elle se trouve particulièrement exposée à la pénurie d'engrais pour les céréales et de dioxyde de carbone pour l'abattage, dont dépend la fabrication sur place de saucisses, bacon et jambon. «Il y a beaucoup de problèmes de toutes sortes qui arrivent en même temps», déplore l'agriculteur, soulignant que la situation a créé de «vraies préoccupations» pour l'approvisionnement

alimentaire. Approvisionnement alimentaire difficile Le Royaume-Uni se trouve parmi les pays les plus touchés par la crise causée par l'augmentation des prix du gaz, qui s'est répandue dans de nombreux secteurs de l'économie. Difficultés d'approvisionnement et augmentation des prix de gros ont conduit deux usines d'engrais – qui fonctionnent au gaz naturel et représentent 60% de l'approvisionnement britannique – à se mettre à l'arrêt la semaine dernière. Conséquence directe: un risque sur les approvisionnements alimentaires, y compris

l'élevage, qui utilise le CO2 pour l'emballage, mais aussi l'étourdissement des bêtes avant l'abattage. Le gouvernement britannique a annoncé, mardi, un accord avec le groupe américain CF Fertilisers, qui exploite les deux sites, pour redémarrer la production de dioxyde de carbone sur l'un d'eux. Mais l'accord, qui coûtera, de l'aveu même du gouvernement, peut-être plusieurs dizaines de millions de livres sterling, ne porte que sur trois semaines et ne produira qu'une partie du gaz nécessaire. «Ça ne va pas exactement faire le poids», souligne Fergus Howie, dont le

grand-père a commencé il y a presque un siècle. L'importance de ces deux usines pour le secteur et pour l'approvisionnement alimentaire a été une «vraie surprise», poursuit-il: «C'est dingue de voir qu'il n'y a que deux usines et qu'elles sont toutes deux sous capitaux étrangers.» Problèmes de main-d'œuvre Manor Wick, qui a ouvert sous sa forme actuelle en 1967, abrite jusqu'à 3000 porcs, dont 250 truies qui mettent bas toute l'année. Environ 110 bêtes y sont abattues chaque vendredi, faisant ainsi de la place pour les nouveaux porcelets. Ce mercredi, 20 enclos abri-

tant des petits cochons sont pleins. Dans cinq semaines, ils déménageront dans les plus grands... s'il y a de la place. « Il faut que des porcs partent », explique-t-il. «Les problèmes de bien-être pour les bêtes vont devenir assez importants si les abattoirs disent qu'ils arrêtent la production parce que ces deux usines ont arrêté» la leur. Avant la crise du CO2, Fergus Howie envoyait déjà 25% de porcs en moins à l'abattoir, en raison de manque de personnel chronique dû au «double coup dur» du Brexit et du coronavirus.

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Webinaire sur « Les partenariats public-privé et la crise du COVID-19 »	28 Octobre 2021	Virtuel	https://www.uneca.org
Salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	7 au 10 septembre 2021	France	global-industrie.com
RDC-Afrique Business Forum	13 au 14 septembre 2021	Kinshasa et Virtuel	https://www.uneca.org/fr/events/central-africa/drc-business-forum
Conférence internationale dédiée aux moyens de paiement et aux services financiers	21 au 23 septembre 2021	Amsterdam, Pays-Bas	europe.money2020.com
Forum politique de la société civile	27 Septembre 2021	Virtuel	civilsociety@worldbank.org
Quatrième édition du Forum pour la résilience en Afrique	28 au 30 septembre 2021	Virtuel	Néant
Les Rencontres Africa	05 au 07 octobre 2021	Lomé, Togo	https://rencontresafrika.org/
2è édition de la Foire Commerciale Intra-Africaine (IATF 2021)	15 au 21 novembre 2021	Durban, Afrique du Sud	https://www.intrafricantradefair.com/
Conférence économique africaine	2 au 4 décembre 2021	Cap Vert	https://www.africa.undp.org
36e Comité Intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et Experts (CIHFE) pour l'Afrique du nord	23 au 26 Novembre 2021	Marrakech, Maroc	https://www.uneca.org
Sommet sur l'énergie et l'économie	22 et 23 novembre 2021	Libye	https://ecotechquebec.com

HOROSCOPE finance

Bélier Les astres vous seront favorables financièrement. Si vous êtes artiste, vous allez enfin connaître le succès. Si vous travaillez dans la restauration, vous allez récolter le fruit de vos efforts et de vos investissements. Pour tous les salariés du secteur privé, ce sera le moment de demander une prime quelconque.

Taureau La planète Neptune devrait décupler vos chances au jeu aujourd'hui. Attendez-vous à d'heureuses surprises s'il vous arrive de jouer au Loto, au Keno ou au Quinté. Mais malgré cela, ne misez pas trop gros, car il subsistera quand même quelques risques.

Gémeaux Attention aux dépenses excessives auxquelles vous aurez beaucoup de mal aujourd'hui à résister ! Ecoutez les conseils de prudence de votre conjoint et, au besoin, laissez-le tenir les cordons de la bourse. Sans quoi, vous risquez d'avoir bientôt de très mauvaises surprises. Sachez que les embarras pécuniaires sont non seulement débilissants sur le plan personnel mais aussi dangereux sur le plan relationnel : "Quand le foin manque au râtelier, les chevaux se battent" (P.-M. Quidard).

Cancer Avec le Soleil illuminant votre secteur argent, vous aurez sans doute l'opportunité d'améliorer vos revenus. N'hésitez pas à demander une prime quelconque si vous estimez la mériter. Si vous avez du mal à équilibrer votre budget, demandez de l'aide à vos proches ; ils seront ravis de vous donner un coup de main. Autre solution : allez voir votre banquier ; il sera de bon conseil et vous aidera à mieux gérer votre budget.

Lion Pour l'instant, vous n'aurez pas intérêt à effectuer d'importantes transactions financières. Soyez également très prudent si vous devez régler une affaire de succession. Mais bientôt, vous serez beaucoup mieux soutenu par les astres.

Vierge Avec Pluton très puissant dans votre secteur argent, vous devriez vous en sortir haut la main. Vos opérations financières sont promises au succès. Pour une fois, n'hésitez pas à voir grand et à prendre des risques : cela s'avérera payant.

Balance Pour réaliser votre objectif prioritaire actuel, celui d'augmenter vos revenus, pas de miracle ! Ne comptez pas sur une rentrée d'argent sensationnelle par le biais de jeux de hasard ou d'un héritage quelconque. Le seul moyen de parvenir à vos fins sera de travailler davantage, mais avec méthode et détermination.

Scorpion Le moment est opportun de plonger le nez dans vos comptes et de mettre au point de nouvelles stratégies financières. Si vous avez l'intention d'acquérir une maison, une voiture, vous aurez des idées judicieuses.

Sagittaire Vous devrez vous montrer d'une vigilance rigoureuse dans le domaine financier : cette configuration de Saturne sera assez dangereuse. Vous serez enclin à dépenser un peu trop, de manière imprudente et désordonnée. Un peu de volonté pour ne pas céder aux tentations, s'il vous plaît !

Capricorne Aujourd'hui plus que jamais, abstenez-vous de faire des affaires avec des inconnus. Essayez plutôt de réaliser un projet dont vous parlez en famille depuis longtemps.

Verseau Vous éprouverez aujourd'hui un goût très prononcé pour les objets luxueux et les plaisirs. Ne vous privez de rien tant que cela n'est pas susceptible de vous causer des problèmes financiers. Remarquez que "le plaisir n'est pas un mal en soi, mais certains plaisirs apportent plus de peine que de plaisir" (Epicure)

Poissons Avec une telle configuration astrale, on pourrait dire que la chance en argent collera à vos semelles. Cette fois-ci, vous ne pourrez plus vous plaindre qu'elle n'arrive qu'aux autres. Cependant, restez économe.

L'économiste du Togo

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web : www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANGLLO

00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage : 5000



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE
Gouvernement

Communiqué du Conseil des Ministres

Lomé, Mercredi 29 Septembre 2021

1. Le conseil des ministres s'est réuni ce mercredi 29 septembre 2021 sous la présidence de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République.

2. Le conseil a examiné un (1) avant-projet de loi, trois (03) projets de décrets et écouté quatre (04) communications.

I. AU TITRE DE L'AVANT-PROJET DE LOI,

3. Le conseil a examiné en première lecture l'avant-projet de loi portant régime des transports routiers et des professions auxiliaires.

II. AU TITRE DES PROJETS DE DÉCRET,

4. Le conseil a examiné et adopté le projet de décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'Agence Togo Digital (ATD)

5. L'adoption du présent projet de décret permettra de mettre en place l'Agence Togo Digital dédiée à la coordination et à l'exécution des projets digitaux du gouvernement. Pour rappel,

75% des projets de la feuille de route gouvernementale s'appuient sur la digitalisation des processus et des services.

6. Cette agence aura ainsi pour vocation d'appuyer la mise en œuvre des projets digitaux, de s'assurer de leur cohérence et de contribuer à l'efficacité dans l'utilisation des moyens de l'Etat. A cet effet, elle accompagnera les ministères et administrations dans la dématérialisation de leurs services.

7. Le conseil a examiné et adopté le projet de décret modificatif du décret n° 2016-170/PR portant organisation et fonctionnement des chambres régionales de métiers (CRM) et de l'Union des chambres régionales des métiers (UCRM).

8. Le présent projet de décret vise à tirer les conséquences de la décentralisation en proposant une réorganisation des CRM et de l'UCRM tenant compte du nouveau découpage territorial notamment dans le grand Lomé.

9. Les CRM et l'UCRM ont pour objectif global d'œuvrer à la structuration du secteur en faveur des artisans et des entreprises artisanales.

10. Le conseil a examiné en première lecture le projet de décret portant réglementation des établissements privés d'enseignement supérieur.

III. AU TITRE DES COMMUNICATIONS,

11. Le conseil a écouté une communication sur la réforme dans le secteur des transports routiers et des professions auxiliaires ; présentée par le ministre des transports routiers, aériens et ferroviaires.

12. La communication a dressé un état des lieux du secteur des transports en mettant en exergue les investissements réalisés ces dernières années. Cette présentation vise à sensibiliser le conseil sur la pertinence d'une réforme permettant notamment de professionnaliser les acteurs et de renforcer la compétitivité

du secteur conformément aux ambitions de faire de notre pays un hub logistique d'excellence.

13. Le conseil a écouté une communication relative à l'avant-projet de loi portant statut des agents des eaux et forêts ; présentée par le ministre de l'environnement et des ressources forestières.

14. Tenant compte des spécificités liées aux missions qui leur sont confiées, la communication vise à solliciter l'autorisation du conseil pour l'étude de l'avant-projet de loi portant statut des agents des eaux et forêts.

15. Le conseil a ensuite écouté une communication relative à la deuxième édition du mois du consommateur local ; présentée par le ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale.

16. Suite à l'engouement suscité par la première édition, en 2020, du « mois du consommateur local » qui s'est traduite par une appropriation du concept par les producteurs, les consommateurs, les structures publiques et privées, notre pays se prépare activement pour l'organisation et la tenue de la deuxième édition. Elle se tiendra à partir de la deuxième semaine du mois d'octobre 2021.

17. Pour cette année, le thème retenu pour notre pays est : « Compétitivité des produits et services locaux sur le marché de la ZLECAf ». Les échanges porteront sur la démarche qualité, les problèmes d'emballage, les prix et la disponibilité des produits afin de les rendre compétitifs sur les plans national, régional et international.

18. Le conseil a enfin écouté une communication relative à l'implémentation du programme « Système d'information de police pour l'Afrique de l'Ouest » (SIPAO) ; présentée par le ministre de la sécurité et de la protection civile.

19. Le programme SIPAO consiste à créer dans chaque Etat membre, une base de données automatisée d'informations de police pour faciliter la collecte, la centralisation, la gestion, l'analyse et l'échange d'informations criminelles provenant de tous les services chargés de l'application de la loi au niveau national.

20. Cette communication a pour but de solliciter l'autorisation du conseil pour la présentation des projets de décrets qui seront pris dans le cadre de la mise en œuvre du programme.

IV. AU TITRE DES DIVERS,

21. Madame le Premier ministre a informé le conseil que le processus législatif et réglementaire sur la déclaration des biens et avoirs était achevé. Elle a instruit les membres du gouvernement de se préparer à se conformer à la procédure de déclaration des biens dès que Mme le médiateur sera en mesure de les recevoir.

22. Le Ministre des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat a rendu compte au conseil du bon déroulement de la rentrée scolaire. Il a indiqué que les 2500 enseignants recrutés pour renforcer le corps enseignant sont en formation dans les régions éducatives du pays avant d'être déployés sur leur lieu d'affectation. Ils seront appuyés par 300 enseignants dans les filières scientifiques provenant de l'Ecole Normale Supérieure d'Atakpamé. Il a également souligné la poursuite du dialogue social avec les syndicats. Une rencontre est prévue dans ce sens le jeudi 30 septembre 2021.

Fait à Lomé, le 29 septembre 2021

Le Conseil des Ministres

communication@presidence.gouv.tg

Commune d'Agoenyivé 1

L'association YAC propose un aménagement du Carrefour bleu

Les rideaux sont tombés le samedi 18 septembre sur le Forum Green Leadership Time organisé par l'association YOUTH ARCHITECT COMMUNITY (YAC). Cet événement a été un moment de partages d'expériences, d'apprentissages, de formations sur les thématiques de la ville en particulier le développement de la commune avec des illustres panelistes comme M. Omar TOURE (Ancien coordonnateur de YALI Dakar), Mme Ige Olatokunbo et Mme Mimi Bossou-Soedjedje.

Placé autour du thème « Participe à améliorer les conditions de ta commune et de ton environnement », cette initiative de l'association « YAC » n'est que l'œuvre de Mme GERALDO Essi Farida. Une architecte et urbaniste de villes durables passionnée par le développement durable et de son équipe toute aussi férue de la protection de l'environnement. Afin d'intégrer les plus jeunes à ce mouvement, il a été organisé également un concours. Dénommé « GLT Kids » pour les enfants de 6 à 10 ans, ce concours a permis de récompenser deux jeunes artistes en herbe : Johnson-Ansah Nana Benyiwa et Geraldo Karis Josias. Dans la même logique de distinctions, Mme GERALDO Essi Farida s'est vue décernée le prix spécial d'Ambassadrice de l'environnement. La cérémonie de fin a consisté ensuite en la présentation de projets fabuleux pour le carrefour bleu conçus lors de l'atelier technique. C'est ainsi qu'un appel à projets lancé pour les communes du



Grand Lomé et la commune d'Agoenyivé 1 a été retenue lauréate. L'atelier technique du forum composé d'experts a donc produit en 3 jours un projet de 6 Mois. Chaque groupe était constitué de profils différents dont obligatoirement un architecte et un urbaniste ou gestionnaire urbain. On pourra aussi dénoter la présence de certains concepteurs des fresques de la clôture de l'Université de Lomé parmi les équipes. Toutefois les journalistes environnementalistes, les designers étaient de la partie. Ainsi, 5 projets d'aménagement budget illimité et budget zéro ont été élaborés et présentés. La Mairie pour sa part, a accueilli avec beaucoup d'enthousiasme les projets qu'elle compterait fusionner. Toutefois, en prélude à l'implantation, une opération de Cleaning Up pour apprêter le site est prévue pour le début du mois d'Octobre en partenariat avec les agents de la commune et l'association Let's do it ! Togo. Il faut préciser que toutes les informations sur le projet sont disponibles auprès de la FNUAP ou du Ministère de la Jeunesse sous forme de rapport.

Avec YAC

Assurance maladie

Le SYNJIT poursuit sa campagne

Le Syndicat national des journalistes indépendants du Togo (SYNJIT) lance la troisième vague d'enrôlement des professionnels des médias pour l'assurance maladie.

Après les premières (28 bénéficiaires), deuxième (26 adhérents) vagues, le bureau exécutif du SYNJIT a lancé depuis ce mardi 28 septembre 2021 la troisième campagne de souscription à l'assurance maladie chez l'Institut national d'assurance maladie (INAM). En s'employant pour une couverture sociale des professionnels des médias (et leur famille) émergeant dans les organes privés, cette organisation syndicale,



• Une remise symbolique du kit d'assurance

dirigée par Isidore Kokou Kouwonou, veut régler un problème crucial auquel ils font face. « L'assurance maladie fait partie de nos projets les plus importants. Notre objectif, c'est de voir

tous les journalistes, surtout les employés, bénéficier de cette assurance », déclare le Secrétaire général au micro de Full-News, ajoutant que « Nous savons que les journalistes souffrent. Pas de salaire conséquent, pas de couverture sociale... Donc ce projet vient combler une partie de nos soucis ». Le retrait des cartes d'assurance maladie de la deuxième vague commence ce jeudi 30 septembre 2021.

Avec icilome.com

Bassar / Rentrée scolaire

Yawanké Waké Gbati, solidaire avec 600 élèves orphelins

Yawanké Waké Gbati soutient les orphelins de Bassar. Dans le cadre de la rentrée scolaire 2021-2022, le Directeur général de la Togolaise des Eaux (TdE) a fait lundi 27 septembre 2021, don de kits scolaires à six cent (600) élèves orphelins du primaire en terminal dans la préfecture de Bassar.

Composés de 1000 cahiers de 100 pages, 500 cahiers de 200 pages, 500 stylos, 250 couvertures kaki et 184 manuels pour élèves, le don a été mis à disposition des élèves orphelins de Bassar. Par ce geste, M. Gbati entend soutenir les initiatives de promotion de l'éducation scolaire du Gouvernement et surtout, permettre aux élèves démunis de la préfecture, de bien aborder la rentrée scolaire 2021-2022. A l'occasion, le Directeur général de la TdE a exhorté les bénéficiaires au travail bien fait, à la discipline scolaire, à la recherche de l'excellence tout au long de leur cursus scolaire et à se protéger contre la pandémie du covid-19, en respectant strictement les mesures bar-



rières. Aussi a-t-il insisté sur l'importance de l'éducation et le droit à une éducation équitable et invité les cadres de Bassar, à soutenir la promotion et le développement des initiatives scolaires dans le milieu. « L'éducation constitue la clé d'un développement durable et comme tel, elle se doit d'être promue à tout égard », a-t-il déclaré.

Pour le Col. Bonfo Faré Jean et Kanour Nayém'pon, respectivement Préfet de Bassar et Chef de l'inspection secondaire l'initiative du donateur cadre avec les Objectifs de Développement Durable (ODD) et la feuille de route quinquennale (2020-2025) du Gouvernement.

Avec gapola.net

Juventus

Massimiliano Allegri envoie une nouvelle pique à Adrien Rabiot

Depuis qu'il a rejoint la Vieille Dame, le milieu de terrain français est un joueur apprécié. Mais selon Massimiliano Allegri, l'ancien Parisien a un vilain défaut.

À 26 ans, Adrien Rabiot entame sa troisième saison à la Juventus. Parti du Paris Saint-Germain pour continuer sa progression, le milieu de terrain ne parvient toutefois pas à se défaire de l'image d'un joueur talentueux à qui il manque toujours un petit rien pour qu'il devienne un grand. Après avoir connu Maurizio Sarri et Andrea Pirlo, le Français a découvert cette année Massimiliano Allegri, un coach réputé pour son exigence. Le 21 septembre dernier, juste avant le déplacement à La Spezia (3-2), l'entraîneur bianconero évoquait le cas Rabiot. L'Italien apprécie son joueur, mais il lui a trouvé un vilain défaut. « Il a fait un très grand match contre Milan, mais il lui manque encore un aspect : la lucidité devant le



• Adrien Rabiot face à l'AC Milan ©Maxppp

but. Avec une telle force, une telle technique et de telles courses, ce n'est pas possible qu'il ne marque pas davantage. Il doit marquer 10 ou 12 buts par saison. »

Rabiot marque trop peu

Depuis qu'il est à Turin, le natif de Saint-Maurice n'a en effet marqué que 5 petits buts en Serie A. Un total qui monte à 6 sur les 89 matches officiels, toutes compétitions confondues, qu'il a disputés avec les Bianconeri. Très insuffisant pour Allegri. D'ail-

leurs, le technicien de la Juve a profité du retour de Rabiot dans le groupe pour affronter Chelsea ce soir pour en remettre une couche. « Il est comme Bernardeschi. S'il est à la Juventus, il peut difficilement être remis en question en tant que joueur. C'est la tête qui fait la différence dans la carrière d'un joueur et son ambition personnelle à vouloir se sacrifier pour l'équipe avec la méchanceté qu'il a sur le terrain et à l'entraînement. Les détails font la différence. Si j'étais à Rabiot, je serais en colère contre moi-même. Combien de bons joueurs se sont perdus ? En trois ans passés en Italie, il a très peu marqué, ce n'est pas possible. Cette année il va améliorer ces détails », a-t-il confié hier en conférence de presse. À bon entendeur.

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance

Inspirés tous les jours par nos héros



Pour vous, Partout

SAHAM Assistance devient Africa First Assist

L'expertise et le savoir-faire de **Africa First Assist** sont au service de tous les héros du quotidien.

www.africafirstassist.com

CMJN